

LOCATAIRE	Monsieur/Madame*	Monsieur/Madame*
Indiquer le nom et le prénom	_____	_____
Adresse du logement :	_____	

IDENTITÉ DU GARANT	Monsieur/Madame*	Monsieur/Madame*
Nom	_____	_____
Prénom	_____	_____
Date de naissance	_/_/____	_/_/____
Lieu de naissance	_____	_____
Nationalité	_____	_____

SITUATION DE FAMILLE	Monsieur/Madame*	Monsieur/Madame*
Célibataire – Marié(e) – Séparé(e) – Veuf(ve) – Concubin(e) – Pacsé(e) – Divorcé(e)	_____	_____

DOMICILE	Monsieur/Madame*	Monsieur/Madame*
Adresse	_____	_____
CP	_____	_____
Ville	_____	_____
Téléphone		
- fixe	_____	_____
- portable	_____	_____
Adresse e-mail	_____	_____

SITUATION PROFESSIONNELLE	Monsieur/Madame*	Monsieur/Madame*
Profession	_____	_____
Employeur (nom, adresse, adresse e-mail, téléphone)	_____ _____ _____ _____ _____ _____ _____ _____	_____ _____ _____ _____ _____ _____ _____ _____
Date d'embauche	___/___/___	___/___/___
Type de contrat (durée indéterminée – durée déterminée – intérim...)	_____	_____

RESSOURCES	Monsieur/Madame*	Monsieur/Madame*
Salaire mensuel net	_____	_____
Allocations familiales mensuelles	_____	_____
Autres revenus mensuels	_____	_____
REVENU GLOBAL MENSUEL NET	_____	_____

* Rayer la mention inutile

**J'atteste formellement sur l'honneur ne pas faire l'objet d'une procédure de surendettement auprès de la banque de France, ni d'une interdiction bancaire et n'ai pas de saisie en cours.
Une fausse déclaration engage ma responsabilité.**

Fait à _____ le _____
Certifié exact

Monsieur/Madame (Nom et prénom - Signature)

Monsieur/ Madame (nom et prénom - Signature)

PIÈCES À FOURNIR – JUSTIFICATIFS

Merci de cocher la case pour valider les justificatifs

Copies recto/verso de chaque document.

■ **Une pièce justificative d'identité en cours de validité**, comportant la photographie et la signature du titulaire parmi les documents suivants :

Pour une personne physique :

- Carte nationale d'identité française ou étrangère.
- Passeport français ou étranger.
- Permis de conduire français ou étranger.

Pour une personne morale :

- Extrait K ou K bis du registre du commerce et des sociétés de moins de trois mois pour une entreprise commerciale.
- Carte nationale d'identité du représentant de la personne morale figurant sur l'extrait kbis ou les statuts.

■ **Une seule pièce justificative de domicile** parmi les documents suivants :

- Dernière quittance de loyer
- Dernier avis de taxe foncière ou, à défaut, titre de propriété de la résidence principale.

■ **Un ou plusieurs documents attestant des activités professionnelles** parmi les documents suivants :

- Contrat de travail ou, à défaut, une attestation de l'employeur précisant l'emploi et la rémunération proposée, la date d'entrée en fonctions envisagée et, le cas échéant, la durée de la période d'essai.
- Extrait K ou K bis du registre du commerce et des sociétés de moins de trois mois pour une entreprise commerciale.
- Extrait D 1 original du registre des métiers de moins de trois mois pour un artisan.
- Copie du certificat d'identification de l'Insee, comportant les numéros d'identification, pour un travailleur indépendant.
- Copie de la carte professionnelle pour une profession libérale.
- Toute pièce récente attestant de l'activité pour les autres professionnels.

■ **Un ou plusieurs documents attestant des ressources** parmi les documents suivants :

- Dernier ou avant-dernier avis d'imposition ou de non-imposition et, lorsque tout ou partie des revenus perçus n'a pas été imposé en France mais dans un autre Etat ou territoire, le dernier ou avant-dernier avis d'imposition à l'impôt ou aux impôts qui tiennent lieu d'impôt sur le revenu dans cet Etat ou territoire ou un document en tenant lieu établi par l'administration fiscale de cet Etat ou territoire.
- Trois derniers bulletins de salaires.
- Deux derniers bilans ou, à défaut, une attestation de ressources pour l'exercice en cours délivré par un comptable pour les professions non salariées.
- Justificatif de versement des indemnités, retraites, pensions, prestations sociales et familiales et allocations perçues lors des trois derniers mois ou justificatif de l'ouverture des droits, établis par l'organisme payeur.
- Titre de propriété d'un bien immobilier ou dernier avis de taxe foncière.
- Justificatif de revenus fonciers, de rentes viagères ou de revenus de valeurs et capitaux mobiliers.

INFORMATIQUE ET LIBERTÉS – CONFIDENTIALITÉ

Le responsable du traitement des données personnelles est le mandataire.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à vérifier la solvabilité du candidat locataire.

Les informations collectées ont un caractère confidentiel et sont réservées exclusivement au mandataire et au bailleur.

Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant au mandataire.

Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.